

COLLECTIF UNITAIRE DU 11^E POUR UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE

DETTE PUBLIQUE

Au vol !

Ainsi, nous vivrions au-dessus de nos moyens ! La preuve ? La « dette », du moins celle de l'Etat ! Mais pourquoi est-il endetté alors qu'avec l'impôt, il est maître de ses recettes ?

Depuis les années 1980, les gouvernements successifs ont multiplié les allègements fiscaux au profit quasi-exclusif des entreprises et des revenus des plus riches sans contrepartie, diminuant d'autant les recettes de l'Etat.

ressources qu'ils peuvent épargner.

- L'Etat a ainsi attisé l'explosion des inégalités : aujourd'hui en France, 10% des ménages les plus riches possèdent 920 fois la « fortune » des 10% les plus pauvres (contre 650 fois en 2004).

Sous couvert de «baisse des impôts»...

- L'Etat ne prélève que 35 milliards d'impôts sur les bénéfices des entreprises quand les salariés en payent 49. Et plus ces bénéfices sont élevés, moins l'impôt est en proportion ! Certaines parmi les plus grosses ne payent même rien : Danone (15 milliard de chiffre d'affaire), Arcelor (25 milliards), Total (+ de 150 milliards) !

- L'Etat a augmenté les impôts indirects (TVA, TIPP), taxes sur la consommation, qui représentent désormais 52% de ses recettes.

Or ce sont les plus injustes car ils touchent indistinctement les plus démunis et les nantis : en effet, celui dont le maigre revenu est, par la force des choses, entièrement dépensé est taxé sur tout ce revenu. Alors que les plus fortunés peuvent au contraire tirer un bénéfice supplémentaire des

LA DETTE ! OU LA VIE ! café-débat



avec des témoignages de Grèce, du Portugal, d'Argentine, d'Afrique...

mercredi 14 mars
19h30 salle de l'AGECA
177 r. de Charonne, M° Alexandre Dumas

Premières
signataires
du 11ème

ALTERNATIFS

ATTAC

GAUCHE
UNITAIRE

NPA

PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS

PARTI
DE GAUCHE

RÉPUBLIQUE
SOCIALE

SNUIPP-FSU

A qui profite l'arnaque ?

Chaque cadeau fiscal est une recette en moins pour l'État qu'il doit compenser en empruntant et donc en s'endettant.

● **Pour les salariés et les revenus modestes, c'est la double peine** : prélèvements en hausse pour payer les intérêts et réduction des moyens pour la santé, l'école, les transports, les maisons de retraites... Les femmes sont souvent les plus exposées : salaires plus faibles, temps partiels imposés, pensions de misère et moins de services publics pour les enfants, les personnes handicapées ou âgées, dont on sait que ce sont elles qui généralement s'en occupent.

De plus, beaucoup de dépenses de l'Etat ne servent pas au plus grand nombre, telles les dépenses d'armement qui alimentent des conflits aux quatre coins de la planète et coûtent des millions d'Euros, mais surtout des centaines de vies chaque jour...

● **Pour les riches, les spéculateurs et les patrons, c'est double bénéfice** : ils gagnent une première fois en payant moins d'impôts et une seconde en prêtant à l'Etat.

En effet, depuis la « loi Pompidou-Giscard » de 1973, l'Etat n'a plus le droit d'emprunter à sa propre banque nationale !

Ce droit est réservé au « privé » : banques, assureurs, investisseurs. Lesquels peuvent donc emprunter à la Banque de France à un faible taux d'intérêt... puis prêter à l'Etat au taux du marché spéculatif, qui varie au gré des agences de notation, elles aussi privées.

C'est cette règle qui a été étendue à la Banque Centrale Européenne (BCE) à l'égard des Etats européens et qui a notamment précipité la Grèce dans la misère.

Refusons l'austérité !

Cette dette n'est pas la nôtre, ce n'est pas à nous de payer pour ces cadeaux fiscaux au profit d'une minorité qui s'enrichit sur notre dos : la somme des intérêts de la dette versés depuis 1973 équivaut à 1 200 milliards d'euros !

Moyennant quoi, les gouvernements européens veulent imposer à la majorité de la population un

recul du niveau et de la qualité de vie comme jamais en Europe depuis les années 30... Au programme : baisse des salaires et des pensions, augmentation de l'unique TVA, recul de l'âge de la retraite, suppressions d'emploi...

Exigeons un audit citoyen et un moratoire sur la dette !

Qui décide en Europe et en France ? La volonté démocratique des citoyens ou la dictature des « marchés » ? Les besoins du plus grand nombre ou la soif de profit du capital financier ?

Il n'y a aucune fatalité à payer cette dette et à subir l'austérité. D'autres choix sont possibles !

Dans le 11e, nous relayons la campagne nationale du Collectif unitaire pour l'audit citoyen de la dette publique, initié par ATTAC et Copernic, avec les associations, syndicats et partis politiques.

On nous doit des comptes !

Un audit citoyen permettrait de faire la clarté sur cette dette accumulée depuis des années : qu'est devenu l'argent ? Un moratoire permettrait de suspendre les paiements pour mettre en échec le chantage et les plans d'austérité.

Quel que soit le président élu en 2012, aucune politique démocratique, sociale et écologique ne pourra être menée en acceptant ce carcan de la dette.

L'élection présidentielle doit être l'occasion de nous mobiliser pour exiger des comptes sur cette dette et refuser l'austérité !



*Pour signer l'Appel, s'informer, prendre contact avec le
« Collectif pour un Audit citoyen de la dette publique »*

<http://www.audit-citoyen.org>

Pour prendre contact avec le collectif unitaire Paris 11 :

11antidette@gmail.com